



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité départementale de la Manche
477, Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 26/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS EGM WIND

Parc éolien de la Héroudière
GUILBERVILLE
50160 Torgny-les-Villes

Références : 2024-377
Code AIOT : 0005306851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement SAS EGM WIND implanté Parc éolien de la Héroudière GUILBERVILLE 50160 Torgny-les-Villes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre des suites de la précédente de janvier 2023, laquelle avait permis de constater un défaut de balisage sur le parc éolien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EGM WIND
- Parc éolien de la Héroudière GUILBERVILLE 50160 Torgny-les-Villes

- Code AIOT : 0005306851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Balisage de nuit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
2	Balisage	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.6 Annexe II	Demande d'action corrective	1 mois
3	Incident	Code de l'environnement du 20/06/2024, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le défaut de balisage constaté en janvier 2023, sur ce parc éolien, a été corrigé par l'exploitant. Des vérifications demeurent nécessaires pour mettre en accord la signalisation lumineuse des éoliennes avec la réglementation applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Balisage de nuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Couleur
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : L'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la signalisation des obstacles aériens, pris en application des codes susvisés, impose en son annexe 2 que toutes les éoliennes sommitales des parcs éoliens soient signalées, de jour comme de nuit, par des feux à éclats. Le point 3.5 de cette annexe précise que de nuit, ces feux doivent être à éclats rouges . Or, les feux du parc de la Héroudière à Guilberville, constitué de 4 éoliennes dont 3 sommitales, clignotent blanc, de nuit, contrairement aux autres parcs éoliens de la zone.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant EDF Renouvelables est donc enjoint de remédier à cette situation, sous 1 mois, en informant l'inspection de la date à laquelle le défaut aura été corrigé. A défaut, les sanctions administratives prévues par l'article 171-8 du code de l'environnement seront engagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.6 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Bascule jour/nuit
Prescription contrôlée : 3.6. Passage du balisage lumineux de jour au balisage de nuit Le jour est caractérisé par une luminance de fond supérieure à 500 cd/m ² , le crépuscule est caractérisé par une luminance de fond comprise entre 50 cd/m ² et 500 cd/m ² , et la nuit est caractérisée par une luminance de fond inférieure à 50 cd/m ² . Le balisage actif lors du crépuscule est le balisage de jour, le balisage de nuit est activé lorsque la luminance de fond est inférieure à 50 cd/m ² .
Constats : Le système permettant de passer du balisage de jour au balisage de nuit, sur le parc de la Héroudière à Guilberville, est apparemment défaillant. Le parc est donc resté mal signalé sur une période indéterminée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En lien avec le point 1 ci-dessus, l'exploitant EDF Renouvelables est donc enjoint de faire vérifier sous 1 mois si l'activation du balisage de nuit de son parc éolien, s'effectue lorsque la luminance de fond est inférieure à 50 cd/m ² .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2024, article R.512-69
Thème(s) : Autre, Déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
<p>Constats :</p> <p>Aucun défaut de balisage lumineux du parc de la Héroudière à Guilberville n'a été porté à la connaissance de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant EDF Renouvelables est donc invité à présenter à l'inspection, sous 1 mois, le rapport d'incident. A défaut, les sanctions administratives prévues par l'article 171-8 du code de l'environnement seront engagées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois